



"L'éducation nationale doit écouter ses enseignants, dans une logique de coopération et non plus de contrôle"

Après huit années passées à la tête de la Société des agrégés, Blanche Lochmann, professeure agrégée de lettres classiques, évoque les enjeux de l'école en 2020. Cet entretien est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Depuis 2012, Blanche Lochmann, professeure agrégée de lettres classiques, était présidente de la Société des agrégés, poste d'observation privilégié sur l'éducation nationale, ses réformes et l'évolution du métier d'enseignant. Elle a cédé sa place le 13 juin à Stéphane Cardini, agrégé de sciences physiques et professeur de chaire supérieure en classes préparatoires.

Vincent Peillon, Benoît Hamon, Najat Vallaud-Belkacem, Jean-Michel Blanquer ; quatre ministres sont passés par la Rue de Grenelle depuis que vous êtes présidente de la Société des agrégés. Quel bilan pour l'école tirez-vous de ces huit années ?

Depuis 2012, il y a eu la réforme des rythmes scolaires, puis celles de la formation des enseignants, du collège, du lycée, du baccalauréat, etc. : cela fait beaucoup, beaucoup trop, sans que je puisse y déceler, jusqu'à aujourd'hui, de véritables évolutions capables de changer l'école. L'institution, mais aussi les enseignants et les élèves ont besoin d'un cadre, de dispositifs stables, d'une solidité qui permettent de se concentrer sur l'essentiel : la transmission et l'acquisition de connaissances.

La révolution permanente dans l'école ne débouche sur rien. Le résultat est souvent un renforcement des textes législatifs et réglementaires, une augmentation du nombre des injonctions administratives pesant sur les personnels : c'est justement ce à quoi il faut mettre fin. Le bien-être des enseignants, pas plus que les performances des élèves dans les classements internationaux ne sortent renforcés de cette logique, me semble-t-il.

De quelles réformes les enseignants ont-ils besoin en 2020 ?

Celles des ressources humaines et de l'amélioration du cadre de travail sont les plus importantes. Il faut se demander quels sont les moyens que l'institution peut mettre à la disposition des professeurs pour qu'ils exercent leurs missions dans les meilleures conditions, comment elle peut les soutenir quand ils sont en difficulté, les valoriser ou les encourager dans leur fonction. Bref, comment elle peut les écouter, tout simplement, lorsqu'ils disent ce qui pourrait améliorer leur vie professionnelle, dans une logique de coopération et non plus de contrôle.

Ce sont la médecine du travail, aujourd'hui quasi inexistante, mais aussi l'architecture des bâtiments qui devraient contribuer à un environnement agréable pour tous, l'organisation des emplois du temps, les perspectives d'évolution de carrière, ou encore des crèches pour les personnels, comme l'ont demandé nos collègues dans une enquête menée par la Société des agrégés sur la carrière des femmes.

Il s'agit d'aspects concrets, parfois matériels, moins séduisants intellectuellement, politiquement, et médiatiquement, que ceux qui figurent souvent à l'agenda des ministres, c'est vrai, mais qui répondent à de vraies souffrances, à des dysfonctionnements ou à des besoins du quotidien. Res, non verba, dit-on en latin : des faits, du concret, pas des paroles !

Le ministère de l'éducation nationale a aussi lancé une refonte de la formation des professeurs. Que faut-il changer dans cette formation, selon vous ?

Il y a eu les écoles normales d'instituteurs qui ont existé pendant un siècle et demi, les IUFM pendant vingt ans, et en moins de huit années, nous sommes passés des ESPE [écoles supérieures du professorat et de l'éducation] aux Inspé [instituts nationaux du professorat et de l'éducation] ... Je ne sais pas si cette nouvelle réforme va affaiblir ou renforcer la professionnalisation ou la

discipline, comme le craignent les partisans de l'une ou l'autre, mais il faudrait au moins qu'elle permette d'en finir avec l'infantilisation des futurs enseignants.

Dans les études que nous avons menées auprès des professeurs stagiaires, ils reviennent régulièrement sur cette impression de ne pas être pris pour des adultes, de ne pas pouvoir exprimer leurs envies ou leurs doutes sur ce qu'ils découvrent en formation ou face aux élèves, de devoir subir des injonctions sans avoir leur mot à dire. Ce sera malheureusement aussi trop souvent le cas dans le reste de leur carrière...

L'agrégation et, plus généralement, les concours de l'enseignement sont-ils toujours synonymes d'excellence en 2020 ?

Les différents concours de l'agrégation sont évidemment toujours reconnus en France. Je me réjouis d'ailleurs d'avoir vu, avec la création de l'agrégation externe spéciale en 2016, la création d'un véritable concours destiné aux docteurs. C'est plutôt pour le sort des agrégés après l'obtention du concours qu'il faut continuer à se battre. Pour qu'ils soient affectés prioritairement en lycée, qu'ils soient reconnus comme des référents disciplinaires, que leurs évolutions de carrière soient facilitées, qu'ils puissent mener plus facilement de front enseignement et recherche.

En ce qui concerne les concours de manière plus générale, la session en cours est particulièrement éprouvante pour les candidats. Outre l'attente anxiogène, la communication de l'institution auprès d'eux a manqué d'humanité, une fois de plus. Nous comprenons qu'il faille des mesures exceptionnelles pour cette session, mais la multiplicité des modalités de passage finalement décidée ne va certainement pas dans le sens d'un renforcement des concours, de leur image et de leur excellence.

Depuis trois mois, les enseignants ont tour à tour été valorisés et mis en cause concernant la manière dont ils se sont emparés de l'enseignement à distance. Comment expliquez-vous cette image ambiguë des enseignants auprès des Français ?

Je ne m'explique pas ce récent revirement, mais j'imagine que le décalage entre les annonces et la réalité y est pour beaucoup. On a proclamé qu'à partir du 11 mai, puis du 2 juin, tous les enfants reprendraient une scolarité normale, alors que le protocole sanitaire faisait que c'était impossible, du moins jusqu'au 22 juin. Les enseignants, premiers interlocuteurs des familles, s'en sont vu attribuer la responsabilité. Parmi nos adhérents, un grand nombre expliquent avoir mal vécu, eux aussi, les effets d'annonces de leur ministre dans les médias pendant la période.

En France, où l'on met beaucoup d'espoir dans l'école, l'image des enseignants oscille en permanence entre le souvenir ému d'un enseignant qui a marqué notre scolarité et les préjugés et lieux communs sur les professeurs. Je ne crois pas que cela ait beaucoup changé depuis 2012.

Quels sont, selon vous, les enseignements de cette période exceptionnelle pour l'enseignement ?

Dans les hôpitaux, cette crise a fait comprendre à tous l'importance du soin et du rapport soignant-soigné, mais aussi la manière avec laquelle l'emprise administrative sur les premiers les empêchait parfois de bien exercer leur métier et prenait le pas sur la santé. Je ne crois pas que la même réflexion s'engagera pour l'éducation nationale, malheureusement. Et pourtant, ce qui a le mieux fonctionné, dans la majorité des cas, c'est la relation enseignants-élèves-parents, horizontale, sans les multiples instructions qui viennent d'en haut et le poids de la hiérarchie pour faire appliquer des textes déconnectés d'un quotidien en effet devenu exceptionnel.

Les seuls outils officiels, numériques, mis à disposition des enseignants pour les aider et les soulager n'ont pas vraiment fonctionné. Va-t-on leur demander maintenant de faire un retour utilisateur de ces outils, ou de cette continuité pédagogique à laquelle ils ont dû se plier ? C'est peu probable. J'aurais aimé, pendant ma présidence, voir cet état d'esprit de l'administration de l'éducation nationale changer, laisser un peu de côté son rôle de courroie de transmission pour se mettre au service de l'enseignant, et donc de ses élèves, en prenant plus en compte sa parole.

Séverin Graveleau